

COLLOQUE

Expériences et inscriptions du Front populaire - Militants, territoires et mémoires

RÉSUMÉS DES INTERVENTIONS

Les pratiques du syndicalisme au temps du Front populaire

Morgan Poggioli

Docteur en histoire

UMR CNRS 5605

L'expérience du Front populaire représente une période exceptionnelle dans l'histoire de la France contemporaine, tant au niveau social, politique que culturel. Mais cet épisode représente également, pour l'histoire particulière du mouvement syndical, un moment unique, élevé au rang des « mythes sociaux ». En l'espace d'une demi-décennie, la CGT connaît des bouleversements considérables, tant au point de vue de ses conceptions idéologiques que de ses pratiques. D'abord l'élan unitaire, né aux lendemains de la manifestation du 6 février 1934, met fin deux ans plus tard à la division syndicale en vigueur depuis 1922. L'adhésion massive des travailleurs aux syndicats réunifiés, après les grèves de mai-juin 36, permet à la CGT de devenir l'organisation réellement représentative de la classe ouvrière. Instrument originel de défense des intérêts des travailleurs, elle tend alors à redéfinir son rapport à la nation et à se faire reconnaître comme une organisation responsable, capable de gestion. La CGT tente d'obtenir, par le jeu des institutions démocratiques et donc par l'Etat, des améliorations pour la classe ouvrière. Partenaire de la nouvelle donne législative du Front populaire, la CGT va allier combativité revendicative, politique de présence et syndicalisme de service. Cette orientation nouvelle implique un investissement dans le champ social, longtemps mésestimé par l'organisation syndicale, mais qui, avec les congés payés et la semaine de quarante heures, fait apparaître de nouvelles attentes qui ne peuvent plus être ignorées, comme les loisirs, la culture, la santé, l'éducation ou le sport.

1936 : Gaston Bachelard et le moment surrationaliste

Eric Brian
Directeur d'études,
EHESS

Gaston Bachelard a saisi l'occasion du premier numéro de la revue *Inquisitions* paru au moment même du Front populaire pour publier un manifeste philosophique associé au mot d'ordre « surrationaliste ». S'agit-il d'un geste isolé ou d'un moment philosophique dont on peut repérer d'autres occurrences ? Comment ce manifeste se situait-il dans l'horizon philosophique, politique et artistique de cette période ? Le geste a-t-il connu des échos et a-t-il aujourd'hui quelque portée ?

Aux origines culturelles du Front populaire : le peuple

Vincent Chambarlhac
Docteur en histoire,
UMR CNRS 5605

« Le peuple ? J'entends par là, tout à la fois les “humbles” (de Jules Romains), les “petites gens” (de Guehenno), les “boursiers” (d'Alain), les “offensés” (de Dostoïevski), les “maigres” (de Zola), les “exploités” (de Marx), les “pauvres” (de l'Évangile), tous ceux enfin qui ont besoin qu'on prenne leur défense et qu'on leur rende justice ¹. »

En quelques mots, Claude Jamet pointe l'essentiel. Aux origines du Front populaire il n'y a pas seulement un accord politique scellant un programme noué à un mouvement social d'envergure ; il y a aussi, dans le temps court de l'antifascisme du 12 février 1934, des représentations du peuple qui fait front. Devenu nom et sujet d'une alliance politique, le peuple est, aux origines du Front populaire, l'objet de définitions multiples, contradictoires. Ces définitions, aux confins du politique et du culturel, du fait littéraire et de la condition sociale, du regard ethnologique et de l'intégration nationale, content sourdement de 1924 à 1935 – soit du Cartel au Front – le travail des gauches et des intellectuels qui s'y agrègent, sur une des articulations essentielles de leur rapport au système républicain, entre social et politique. Revenir sur ces représentations, leurs heurts et leur postérité, esquisse ce que la mémoire du Front populaire a enseveli : « les conditions qui l'ont rendu possible, possible parce que pensable ² ».

1. Claude Jamet, *Notre Front populaire. Journal d'un militant (1934-1939)*, Paris, La Table Ronde, 1977, note 1, p. 48.

2. Paraphrasant Roger Chartier dans *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil « Point », 2000, p. 10.

***Littérature et métiers du livre sous le Front populaire :
les tomes 17 et 18 de l'Encyclopédie française***

Valérie Tesnière
Directrice du département
de la coopération nationale, BNF

L'Encyclopédie française, dirigée par Lucien Febvre et Anatole de Monzie, apporte à compter de 1935 une dimension inédite au projet encyclopédiste. Deux tomes se détachent sous le Front populaire : celui dirigé par Pierre Abraham, sur la littérature, et le dernier, dirigé par Julien Cain, sur la civilisation du livre. Une lecture comparée des problématiques des deux volumes montre la place centrale des analyses sur les pratiques et métiers du livre (écrivains, traducteurs, imprimeurs, éditeurs, bibliothécaires...), prolongeant l'œuvre de Diderot tout en s'ancrant dans l'actualité politique. Cette forme d'engagement se retrouve aussi dans l'analyse des courants littéraires et reflète la diversité de la vie éditoriale du moment.

***Crises et Civilisations. Une enquête sociologique
de Maurice Halbwachs dans l'entre-deux-guerres***

Marie Jaisson
MCF,
Université François-Rabelais, Tours

Les années qui suivirent l'après Première Guerre mondiale ont été marquées par une pesante atmosphère de crise de l'action intellectuelle et de l'idée de civilisation. C'est dans ce contexte que s'est tenue en mai 1929, La deuxième semaine de synthèse sur le thème Civilisation. Le Mot et l'Idée. A cette occasion l'historien Lucien Febvre a donné un exposé de sémantique historique. Le sociologue Marcel Mauss, quant à lui, a entendu problématiser la notion de manière durkheimienne et la traiter comme un objet réaliste. Il a ainsi parlé de « civilisations » au pluriel en vue de traquer une anthropologie dont l'objet n'était plus d'ordre physique comme chez Henri Berr, mais d'ordre sociologique ou culturel. Ainsi, l'horizon en péril devenait-il un vaste chantier. « Les civilisations » livreraient la matière empirique quasi-expérimentale d'où l'on pourrait dégager, à nouveaux frais, « la civilisation ». De là, la question de la mesure du degré de civilisation et quelques-unes des réponses proposées à proximité du Centre international de synthèse par Niceforo et par Halbwachs.

Les scientifiques et le Front populaire

Michel Pinault

Chercheur détaché au CNRS
Centre Alexandre-Koyré, UMR 8560

Le Front populaire a coïncidé avec l'émergence, en France, de la question des recherches scientifiques sous un double rapport : d'une part, le gouvernement Blum fut le premier à affirmer la nécessité d'une « politique de la recherche » (selon une expression de Jean Zay), d'autre part cette période vit se développer et s'organiser sous diverses formes une forte mobilisation des scientifiques, depuis leur large participation, dès 1934, au développement du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes jusqu'à la création, en 1938, de l'Union rationaliste, en passant par la structuration d'un syndicalisme de l'enseignement supérieur. Cet activisme et cette visibilité traduisaient l'importance quantitative et qualitative nouvelle du monde scientifique dans la vie sociale et son aspiration à voir celle-ci mieux prise en compte. Les deux mouvements se sont nourris mutuellement et ont laissé le souvenir de rapports simples et positifs entre les scientifiques et le Front populaire. La réalité est plus complexe. C'est ce que montre en particulier l'histoire de « Jeune science », un « mouvement bref et assez violent », selon l'expression d'un de ses animateurs, qui a rassemblé massivement à partir de juillet 1936, dans une mobilisation générationnelle, ceux qu'on appelait encore les « travailleurs scientifiques » et qui aspiraient à devenir des « chercheurs ».

Pour la gauche allemande, que représente le Front populaire ?

Ursula Langkau-Alex

Docteur (ès lettres),
collaboratrice de recherche scientifique
à l'IIHS, Amsterdam

Mon intervention envisagera les questions et les problèmes suivants :

1) Qui est-ce, qu'est-ce que la gauche allemande ?

1932 : les « antinational-socialistes » dans le « Front populaire » pour le Président Hindenburg ; les « antifascistes » dans le « Front ouvrier » pour le candidat du KPD Thälmann ?

1936 : qu'est-ce qui a changé depuis 1932 ?

2) Des jugements du concept du Septième Congrès mondial de l'Internationale Communiste et du Front populaire en France, 1935-1936

- en général : étaient-ils contre-révolutionnaires (trahison des principes du marxisme-léninisme) et ne pouvaient-ils pas surmonter la réaction, l'impérialisme, le fascisme, la guerre – ou, au contraire, donnaient-ils la possibilité de créer un mouvement mondial des forces progressistes ?

- particulièrement: Le Front populaire français, comme alliance politique et comme mouvement social, a-t-il pu servir de modèle à l'Allemagne? Et, comme gouvernement, a-t-il été un compagnon d'armes contre l'Allemagne nazie?

3) Un Front populaire allemand

- des pour et des contre en exil, particulièrement autour du Comité préparatoire à Paris ;

- la signification de la solidarité ;

- l'idéologie dans la clandestinité : le groupe Front populaire allemand à Berlin.

4) Le Conseil pour une Allemagne démocratique (Council for a Democratic Germany) aux Etats-Unis en 1944-1945,

Qu'est-ce que l'héritage du Front populaire des années trente, qu'est-ce qu'il y a de neuf ?

Front populaire français et mouvement révolutionnaire vietnamien : une convergence de circonstance, un divorce stratégique

Alain Ruscio

Chercheur indépendant,

Président du Centre d'Information et de Documentation
sur le Vietnam contemporain (CID Vietnam)

En *Indochine française*, en particulier au Vietnam, comme dans le reste de l'Empire, l'avènement d'un gouvernement de gauche en métropole a été accueilli avec ferveur et espoir. Est-ce à dire que les leaders nationalistes ont cru que cet avènement pouvait être le signal du déclin inéluctable du système colonial ? Sans doute pas, même si des nuances devraient être apportées, selon les familles politiques.

Le bilan politique et humain du Front populaire, en Indochine, est loin d'être négligeable. Mais, la parenthèse refermée, le système colonial n'avait pas été durablement entamé. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que le Vietnam fit sa révolution anticolonialiste, sans apport (efficace) de la gauche métropolitaine.

Une amnistie pour mémoire

Stéphane Gacon

Chercheur associé,

UMR CNRS 5605

Il est paradoxal de parler de mémoire pour évoquer une mesure qui a pour vocation l'oubli. Sous le Front populaire, deux lois d'amnistie sont adoptées qui s'adressent aux derniers condamnés de la Grande Guerre (pour antimilitarisme, défaitisme, pacifisme, mutinerie...), aux militants antifascistes et aux grévistes des derniers mois, aux cheminots, postiers et autres condamnés de la fonction publique ainsi qu'à tous les

condamnés à des « peines de misère » (vol et avortement par exemple). L'amnistie est une mesure qui, au-delà de ses effets réels, a une portée symbolique importante et on pourrait se demander si elle est l'occasion de faire entrer les luttes du peuple dans une mémoire nationale consensuelle par la reconnaissance offerte par le geste (on oublie ce que vous avez fait donc vous êtes des Français comme les autres). Mais cette logique d'unité nationale n'est qu'apparente car la droite mène un âpre combat contre ces dispositions. Cette amnistie est avant tout une amnistie de lutte : il y a une mémoire ouvrière de luttes, de souffrances et de répression et il est nécessaire de faire une place à ces luttes, de rendre grâce à ces hommes qui ont été des remparts face au fascisme, à l'inégalité et à l'injustice sociale. Il faut leur offrir l'amnistie qu'ils réclament. Tel est le sens de la revendication portée par les partis et les organisations (comme le Secours rouge de France ou la Ligue des droits de l'homme) qui font campagne pour cette amnistie et la placent en tête du programme de Rassemblement populaire. La mémoire des luttes passées doit être le ciment de la classe ouvrière, du mouvement social, du Front populaire. L'amnistie est mémoire avant d'être oubli ; l'oubli est toujours un outil du combat politique ; cette amnistie est l'occasion de formaliser une mémoire de luttes qui ne cesseront d'habiter le mouvement social au XX^e siècle.